



UB : « Mettre en place la dévolution, faire des choix pour nous différencier » (A. Bonnin)

ETA - Paris - mardi 7 juin 2016 - Interview n° 70678

« L'un de mes objectifs pour mon second mandat de président est de mettre en place la dévolution du patrimoine. J'ai, par courrier au MENESR, manifesté notre intérêt pour la seconde vague de dévolution annoncée par Thierry Mandon », annonce Alain Bonnin, président de l'Université de Bourgogne dans un entretien à News Tank, réalisé le 25/05/2016, en marge du colloque de la CPU qui se tenait à Orléans.

Réélu à la tête de l'université le 04/03/2016, Alain Bonnin veut « faire des choix » pour différencier son université en la positionnant sur six grands domaines scientifiques, identifiés au cours de son premier mandat. « Cela prendra 10 à 15 ans, au fil des campagnes d'emploi pour réaliser cette transformation très profonde. Mais il nous fallait donner le top départ pour entraîner la communauté académique. Et ce travail a très certainement permis à notre communauté d'accepter le projet d'I-site. » La Comue UBFC à laquelle appartient l'Université de Bourgogne a en effet été lauréate d'un I-site, dans le cadre de la première vague du PIA 2 (programme d'investissements d'avenir).

Le président de l'UB plaide pour des partenariats entre les régions « Bourgogne Franche-Comté » et « Alsace Champagne-Ardenne Lorraine », où sont concentrées une Idex (Strasbourg) et deux I-site (Université de Lorraine et UBFC).

Il annonce enfin qu'après un premier mandat porté sur la construction de la Comue et du projet d'I-Site, il prévoit d'être « plus présent à la CPU ». « Les contraintes budgétaires sont terribles. Il nous faut inventer de nouveaux modèles », souligne Alain Bonnin.

Alain Bonnin, président de l'UB, répond aux questions de News Tank

Que vous évoque le thème « Campus en mouvement », qui était celui du colloque de la CPU à Orléans du 25 au 27/05/2016 ?

Je pense d'abord à l'aspect urbanistique et patrimonial du campus de l'UB, qui est d'une exceptionnelle qualité. L'un de mes objectifs pour mon second mandat de président est de mettre en place la dévolution du patrimoine. J'ai, par courrier au MENESR, manifesté notre intérêt pour la seconde vague de dévolution annoncée par Thierry Mandon.

« Le modèle des universités françaises en termes de ressources atteint ses limites »

Je crois beaucoup à l'autonomie des universités et, pour cela, il faut avoir la maîtrise complète de notre patrimoine. Ensuite, je pense que le modèle des universités françaises en termes de ressources atteint ses limites. L'équation entre les moyens et les flux d'étudiants entrants devient insoluble : la dévolution peut nous permettre de valoriser financièrement notre patrimoine. Elle peut aussi être un levier pour imaginer d'autres liens entre l'université et la société, par exemple en accueillant plus facilement des séminaires d'entreprises.

Notre salle multiplexe, nos terrains sportifs de grande qualité, nos vignes (et le GIP Vigne et Vin), notre Green Data Center, etc, sont autant d'outils de rapprochement avec le monde économique et associatif.

La dévolution n'est-elle pas avant tout un risque financier pour une université ?

Je ne dis pas que nous la ferons à tout prix : il nous faut passer le cap de l'audit mené par l'Igaenr et l'IGF et obtenir l'accord du CA. Je souhaite une réflexion approfondie de la communauté universitaire, c'est pourquoi nous avons eu un débat d'orientation le 31/05/2016 sur la question.

Quelle est votre vision à 10 ans de l'UB ?

« En 2012-2013 nous avons identifié six domaines de recherche prioritaires »

Ma conviction c'est qu'il nous faut plus de libertés pour avancer. Les universités sont en compétition et la seule manière de la réduire c'est de nous différencier. Cela nous obligera à faire des choix, nous ne pourrons pas être excellents partout. Je veux donc positionner l'UB sur certains domaines scientifiques. Ce travail a été engagé dès mon premier mandat.

En 2012-2013 nous avons identifié six domaines de recherche prioritaires : Aliment et environnement ; Santé (Health) et ingénierie moléculaire ; Photonique et matériaux avancés ; Apprentissage et santé (Care) ; Patrimoine et territoires ; Vigne et Vin.

Cela prendra 10 à 15 ans, au fil des campagnes d'emploi pour réaliser cette transformation très profonde. Mais il nous fallait donner le top départ pour entraîner la communauté académique. Et ce travail a très certainement permis à notre communauté d'accepter le projet d'I-site.

Quels sont vos points faibles ?

Nous ne sommes pas suffisamment internationalisés : notre I-site doit nous aider à progresser. Nous devons construire des masters en anglais pour attirer des étrangers mais aussi des étudiants français qui veulent se préparer à une carrière internationale.

L'élection à la Comue n'a pas été favorable à Annie Vinter que vous souteniez. Comment analysez vous ce résultat ?

| « 80 % des électeurs ont validé l'idée d'I-site et celle de Comue »

Il est trop tôt pour faire des commentaires. Il y avait trois listes parmi lesquelles deux - celles d'Annie Vinter et de Nicolas Chaillot - sont favorables à l'I-site et à la Comue. De sorte que 80 % des électeurs ont validé l'idée de l'I-site et de la Comue. Nous partageons donc la nécessité d'avancer dans le respect de l'autonomie des établissements - il n'y aura pas de fusion - et de la multipolarité territoriale.

L'UB compte cinq campus territoriaux. N'est-ce pas trop ?

C'est au contraire une très grande chance d'avoir des implantations dans des villes de taille moyenne. Il s'y fait du très bon travail, vital pour la région. Je pense notamment au travail de ré-industrialisation du Creusot ou au rôle de l'Isat à Nevers qui permet de nourrir le tissu de petites entreprises automobiles. L'enjeu est de soutenir ces sites en leur donnant une vraie identité.

Quelle est votre vision des relations avec les autres établissements de votre territoire ?

Pour moi, le bon périmètre est celui qui regroupe les régions « Bourgogne Franche-Comté » et « Alsace Champagne-Ardenne Lorraine », soit un Idex et deux I-site. C'est une concentration phénoménale !

Au-delà, nous avons vocation à avoir des partenariats dans tout le Grand-Est : je pense à notre accord par lequel nous nous ouvrons au laboratoire de gestion de l'université de Haute-Alsace, à notre master co-accrédité avec l'université de Reims Champagne-Ardenne (Vigne et Vin) ou encore à la plateforme Cicéron (dédiée à la métallurgie) avec l'université de Lorraine.

« Nous pouvons nous appuyer sur ce que nous avons réalisé avec la Satt Grand Est »

Il n'est bien sûr pas question de rapprochements formalisés mais de partenariats. Je veux porter cette vision politique d'un grand espace d'excellence académique. Nous pouvons nous appuyer sur ce que nous avons réalisé avec la Satt Grand Est, née de la transformation de la filiale de l'UB.

J'ai d'ailleurs cédé un des deux sièges que comptait l'UB au CA de la Satt, à l'UFC. J'ai également accepté de réduire la part de l'UB à 25 % pour ouvrir le capital aux écoles d'ingénieurs (UTBM, Agrosup et ENSMM), qui n'en étaient pas partenaires. L'objectif est qu'à terme tous les acteurs confient leur valorisation à la Satt.

Vous impliquerez-vous davantage au sein de la CPU ? Comment jugez-vous son action ?

Pendant mon premier mandat, ma priorité était en Bourgogne Franche-Comté, pas à Paris. J'ai beaucoup travaillé pour construire la Comue UBFC et l'I-site. Mon second mandat sera celui d'un autre type d'action, je vais être plus présent à la CPU. Il me semble que le bureau essaie de négocier au mieux au profit des universités et il porte des idées sensées. Mais la réalité est que les contraintes budgétaires sont terribles. Il nous faut inventer de nouveaux modèles.

Justement, dans quelle situation budgétaire se trouve l'UB ?

J'ai fini mon premier mandat en maintenant l'université à l'équilibre, mais de justesse (+ 650 k€ en 2015 pour un budget global de 300 M€). Je suis inquiet : la non-compensation du GVT et la hausse du point d'indice dès juillet nous mettent mécaniquement dans le rouge. La seule hausse du point d'indice représente 560 k€ et nous enlève toute marge de manœuvre.

« Cela me peine profondément : un président ne fait pas ce travail pour geler des postes. »

Je vais devoir prendre, en milieu d'année, des mesures de rééquilibrage du budget pour des décisions prises à Paris. Cette année, pour la première fois, nous allons devoir geler des postes. J'ai la chance d'avoir une communauté qui me fait confiance quand je lui explique la situation. Mais cela me peine profondément : un président ne fait pas ce travail pour geler des postes.

Alain Bonnin

Date de naissance : 10/06/1959



Parcours	Depuis	Jusqu'à
Académie nationale de médecine Membre Correspondant	Juin 2012	Aujourd'hui
Centre hospitalier universitaire de Dijon Coordonateur Médical du Centre de Ressources Biologiques Ferdinand Cabanne	2002	Aujourd'hui
Université de Bourgogne Professeur des Universités Praticien Hospitalier, Parasitologie et Mycologie	1996	Aujourd'hui
Université de Bourgogne Président	Juillet 2012	Juillet 2016
Université de Bourgogne Vice-Président du Conseil d'Administration et vice président délégué aux finances	2007	2012
Centre hospitalier universitaire de Dijon Chef de service, Laboratoire de Parasitologie Mycologie	1996	2012
Université de Bourgogne Directeur du laboratoire Interactions Muqueuses-Agents transmissibles (EA 562)	2007	2011
Université de Bourgogne Maitre de Conférences des Universités Praticien Hospitalier, Parasitologie Mycologie	1991	1996
University of California Visiting Assistant Professor	1992	1993

Université de Bourgogne et CHU Dijon

Maitre de Conférences des Universités Praticien Hospitalier,
Parasitologie Mycologie

Septembre
1991

Janvier
1991

Centre hospitalier universitaire de Dijon

Assistant Hospitalo-Universitaire, Parasitologie Mycologie

1987

1991

Centre hospitalier universitaire de Dijon

Interne des Hôpitaux

1983

1987

[Consulter la fiche sur le site](#)

Fiche n° 3713, créée le 09/05/14 à 16:27 - MàJ le 04/03/16 à 15:53

Université de Bourgogne

Fondée en 1984, l'Université de Bourgogne est l'héritière directe de l'Université de Dijon dont les origines remontent au XVIIIème siècle.



Président : Alain Bonnin (Début mandat : 04/07/2012 ; Fin mandat : 04/06/2016)

Membre de la Comue UBFC (Université Bourgogne Franche-Comté)

Chiffres clés :

27 184 étudiants (2014/2015)

261 M€ de budget en 2015

1 550 enseignants-chercheurs

6 secteurs scientifiques :

- Aliment et environnement
- Santé (Health) et ingénierie moléculaire
- Photonique et matériaux avancés
- Apprentissage et santé (Care)
- Patrimoine et territoires
- Vigne et Vin

[Consulter la fiche sur le site](#)

Fiche n° 1491, créée le 19/02/14 à 11:42 - MàJ le 10/03/14 à 17:17

À lire également

- [Université de Bourgogne : Alain Bonnin réélu à la présidence, 12 VP et deux conseillers](#)

[choisis](#)

- [Université de Bourgogne : la liste d'Alain Bonnin, président sortant, en tête au CA](#)
- [PIA2 : Grenoble et UCA lauréats Idex, Lorraine et Bourgogne Franche-Comté remportent un I-Site](#)
- [« La culture n'est pas un élément à part » \(Alain Bonnin, université de Bourgogne\)](#)



[Envoyer à un ami](#)



[Contacter la rédaction à propos de cet article](#)

Contacts

[Rédaction](#)

Transmettez vos infos, vos photos, vos initiatives.

[Service clients](#)

[Webmaster](#)

Votre compte

[Recevoir vos identifiants](#)

[Paramétrer](#)

[Suspendre la réception](#)

[Désinscription](#)

© News Tank Education - 2016 - Reproduction et rediffusion interdites sans autorisation.

Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »